

Dépêche n°111200 de l'AEF

Soazig Le Nevé - Nantes, Vendredi 20 mars 2009, 18:28:35

### **Philippe Meirieu : « Il faut intégrer la démocratie lycéenne à l'indicateur d'évaluation des lycées » (Jeunesses en régions)**

« La vie scolaire aujourd'hui, c'est toute la vie sauf le scolaire », affirme Philippe Meirieu, professeur à Lyon 2, à l'occasion d'une conférence intitulée « Jeunes en régions, jeunes citoyens », lors des journées Jeunesses en régions organisées à Nantes (Loire-Atlantique) les jeudi 19 et vendredi 20 mars 2009 (L'AEF n°105704). « Je me désole de voir à quel point les conseils de la vie lycéenne ont été vidés de leur substance », poursuit-il. « Les lycéens sont consultés pour savoir à quelle place il faut mettre un banc dans la cour mais on ne les saisit jamais sur la question des emplois du temps ou de l'organisation d'activités pédagogiques. » Philippe Meirieu estime que « cette manière de réduire la démocratie lycéenne à une gestion de pacotille est un déni de démocratie et un mépris des lycéens ».

« Qu'est ce qu'un indicateur d'évaluation d'un lycée ? Bien sûr, il y a la réussite au bac mais les lycéens veulent que leur lycée soit aussi évalué quant à l'implication citoyenne dans le lycée, la qualité de l'accueil des familles populaires ou l'offre culturelle. » Philippe Meirieu estime que « c'est à nous de dire sur quoi nous voulons voir évalué le lycée ». « Ne laissons pas cela à un gouvernement qui transforme les services publics en gigantesques boutiques où l'on ne fait que peser le meilleur rapport qualité-prix ! »

### **UNITÉS PÉDAGOGIQUES FONCTIONNELLES**

Le professeur à Lyon 2 et pédagogue appelle de ses vœux la création d' « unités pédagogiques fonctionnelles » où « une dizaine de professeurs ont la responsabilité de 150 élèves » et mènent des « projets pédagogiques adaptés » au sein d'un lycée dont les effectifs peuvent atteindre mille élèves. « Il faut inventer les modalités pour faire vivre une démocratie qui soit autre chose que la répétition de critères technocratiques décidés rue de Grenelle. » En effet, « le ministère doit pouvoir décider du nombre d'heures total annuel et des objectifs à atteindre mais pas de la répartition horaire hebdomadaire car les collectivités locales doivent disposer de marges de liberté », selon Philippe Meirieu.

« Il n'y avait pas que des mauvaises idées dans la réforme du lycée telle qu'elle avait été conçue au départ. On avait vu apparaître un projet de classe de seconde comme une vraie classe de réflexion sur l'orientation. » Car aujourd'hui, regrette Philippe Meirieu, « la majorité des jeunes sont mis devant un impératif de choisir entre des choses qu'ils ignorent ». « Les régions peuvent imaginer un système d'échanges entre les plus anciens et les jeunes encore au lycée. »

Le pédagogue souhaite que « le système des délégués de classe soit revu » afin de « permettre à chaque élève de discuter de son orientation lors du conseil de classe ». « Les régions peuvent nous aider sur ce point et aussi sur l'articulation entre système scolaire et formation tout au long de la vie ». « Les régions ont aujourd'hui apprivoisé les jeunes et elles constituent le bon maillage entre le gigantisme de l'Etat et le caractère trop petit de la commune. Les régions ont les moyens d'être le laboratoire de la démocratie. »

Contact : Jeunesses en régions, Mathias Cadot, Délégué général, 06 82 88 02 46,  
[www.jeunessesenregions.fr](http://www.jeunessesenregions.fr), Corine Schneider, agence Accom's, 01 42 56 60 17